

Éditorial = Editorial

Autor(en): **Blumer, Reto**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Cahiers d'archéologie fribourgeoise = Freiburger Hefte für Archäologie**

Band (Jahr): **25 (2023)**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Éditorial

Reto Blumer

Archéologue cantonal

L'archéologie n'est pas au service de la construction et de l'aménagement du territoire! Mais elle doit toutefois suivre le rythme conjoncturel donné par ces activités pour être en mesure de produire des connaissances historiques. Dans un monde idéal, elle devrait pouvoir réaliser ses missions dans ce flux, entre économie et culture, sans faire le grand écart. Elle consoliderait les principes de protection des biens culturels dans les processus d'aménagement et réaliserait leur sauvegarde comme une mesure d'accompagnement usuelle de la construction. Ensuite, elle mettrait à disposition les collections et observations scientifiques pour la recherche fondamentale académique et la formation, et elle diffuserait les résultats des valorisations auprès des différents publics. On le constate, l'idéal est un processus qui vise une grande fluidité entre économie de développement et culture. Parfois même, quelques retours sur investissement seraient possibles en offrant des résultats valorisés aux communautés locales et au tourisme.

À l'heure actuelle, la fluidité n'est pas la règle et le Service archéologique de l'État de Fribourg (SAEF) doit régulièrement faire un véritable grand écart entre développement et culture. Depuis l'avènement des grands chantiers autoroutiers, une approche de plus en plus préventive a été élaborée pour opérer plus vite, plus efficacement, à plus d'endroits, afin de « libérer » les terrains pour les projets de construction. Ce faisant, le SAEF a amélioré son intégration dans les processus d'aménagement et certainement un peu son image. Toutefois, il risque aussi plus facilement d'être perçu comme un instrument au service de l'économie: en fouillant aussi vite que possible les sites enfouis menacés de destruction, la sauvegarde archéologique s'apparente à une libération des responsabilités induites par la présence d'une « mémoire des sols ». L'économie, les communes et les propriétaires pourraient dès lors facilement considérer que des terrains préalablement fouillés par l'État, et donc vidés de leur patrimoine enfoui, sont plus faciles à vendre. Des demandes faites au SAEF de « libérer » prophylactiquement des terrains de leurs vestiges ont déjà dû être

refusées, ce qui démontre bien la tendance. Dans une telle perspective, la sauvegarde mène peu ou prou à une réduction progressive de la valeur culturelle et historique de la substance archéologique qui existe encore. À l'extrême de la tendance, on pourrait s'imaginer que la ressource éminemment non renouvelable que constitue le patrimoine mémoriel enfoui soit un jour très largement épuisée. Les scientifiques seraient alors amputés de toute possibilité de réaliser de nouvelles fouilles dans le terrain et seraient ainsi relégués à assurer uniquement des valorisations et de la médiation culturelle d'anciennes observations.

Lorsque nous en serons arrivés là, qu'adviendra-t-il des riches compétences opératives et des postes patiemment consolidés pour assurer de plus en plus efficacement la sauvegarde patrimoniale? Que deviendront les cursus des formations académiques et techniques qui professionnalisent les interventions préventives? Et surtout, en l'absence de relation avec l'aménagement et la construction, quels moyens seront encore mis à disposition de l'archéologie cantonale reléguée à ses missions culturelles?

Toutes ces questions, qui sont surtout d'ordre financier et humain, cachent en fait un enjeu culturel et éthique autrement plus fondamental: les générations futures n'auront plus la possibilité de consolider l'Histoire racontée par les vestiges sur la base de leurs propres observations scientifiques. Les seules sources d'informations qu'elles pourront exploiter seront des objets, des observations et des interprétations faites antérieurement, dans un contexte spécifique. Or nous savons à quel point les reconstitutions scientifiques du passé sont affectées de biais parfois importants liés au contexte et aux conditions de recherche. C'est ainsi grâce à des investigations et des observations concrètes que la théorie selon laquelle les lacustres construisaient exclusivement sur l'eau a pu être remise en question. De même, sans recherches modernes, les menhirs seraient encore des fortifications gauloises, et les tumuli dateraient tous de l'âge du Fer. Aujourd'hui, grâce aux fouilles, l'archéologie peut toujours se prévaloir d'être une discipline

scientifique, puisque les théories historiques qu'elle produit sont éventuellement renouvelables ou réfutables par de nouvelles observations plus pertinentes. Mais lorsqu'il n'y aura plus de vestiges dans le sol, ce ne sera plus le cas et la science abandonnera notre discipline!

Les sciences de l'environnement ont réussi, par l'intégration dans les bases légales de conditions et de mesures réglementaires, à renforcer leur objet d'étude. Mesures pour la protection de l'air, des eaux, des surfaces d'assolement, des sols, des forêts, de la biodiversité et autres mesures compensatoires sont autant de preuves que les acteurs de l'environnement essaient d'améliorer la protection de la nature par interaction avec l'aménagement, la construction et l'agriculture. Pour le patrimoine archéologique, on ne peut pas en dire autant: dans sa course pour travailler préventivement et efficacement avant l'arrivée des bulldozers, le Service archéologique n'a pas été véritablement en mesure de renforcer son objet d'étude en protégeant mieux sa ressource primaire que sont les biens culturels enfouis.

Avec cette perspective négative qui guette, le plus difficile sera de convaincre les acteurs de notre discipline, mais aussi les décideurs, que l'avenir n'est pas de fouiller plus et plus vite, mais bel et bien de développer une politique durable avec une gestion économe du patrimoine archéologique. En ménageant la mémoire historique des sols fribourgeois, on offre aux générations futures une chance de faire peut-être mieux que nous!

Avec cet objectif de durabilité à l'esprit, je remercie du fond du cœur non seulement l'ensemble du personnel du SAEF pour l'excellent travail réalisé, mais aussi tous les partenaires qui ont permis une bonne intégration des mesures de sauvegarde patrimoniales dans les projets d'aménagement, de construction ou encore de restauration.

Editorial

Reto Blumer
Kantonsarchäologe

Die Archäologie steht nicht im Dienst der Bau- und Raumplanung! Sie muss jedoch mit den konjunkturellen Entwicklungen in diesen Bereichen Schritt halten, um historisches Wissen schaffen zu können. In einer idealen Welt sollte sie ihre Aufgaben in diesem Spannungsfeld zwischen Wirtschaft und Kultur erfüllen können, ohne einen Spagat zu vollziehen. Sie würde die Grundsätze des Schutzes von Kulturgütern in Planungsprozessen festigen und deren Bewahrung als übliche Begleitmassnahme bei Bauvorhaben realisieren. Sodann würde sie die wissenschaftlichen Sammlungen und Beobachtungen für die akademische Grundlagenforschung und Ausbildung zur Verfügung stellen und die Ergebnisse der Inwertsetzung an die verschiedenen Zielgruppen verbreiten. Wie man sieht, ist das Ideal ein Prozess, der auf ein möglichst reibungsloses Zusammenspiel zwischen Bauwirtschaft und Kultur abzielt. Manchmal wären sogar einige Erträge möglich, indem die in Wert gesetzten Ergebnisse den lokalen Bevölkerungen und dem Tourismus angeboten werden.

Gegenwärtig ist ein reibungsloser Ablauf nicht die Regel, und das Amt für Archäologie des Kantons Freiburg (AAFR) muss regelmässig einen regelrechten Spagat zwischen Entwicklung und Kultur machen. Seit Beginn der grossen Autobahngrabungen wurde ein zunehmend präventiver Ansatz entwickelt, um schneller, effizienter und an mehr Orten zu operieren, damit das Land für Bauprojekte «freigegeben» werden kann. Auf diese Weise verbesserte das AAFR seine Integration in die Planungsprozesse und sicherlich auch ein wenig sein Image. Allerdings besteht auch die Gefahr, dass die Archäologie als Instrument in den Diensten der Wirtschaft wahrgenommen wird: Durch die schnellstmögliche Ausgrabung verborgener, von der Zerstörung bedrohter Stätten kommt die Bewahrung archäologischer Hinterlassenschaften einer Entbindung von der Verantwortung gleich, die mit dem Vorhandensein eines «Bodengedächtnisses» einhergeht. Die Wirtschaft, die Gemeinden und die Eigentümer könnten daher leicht davon ausgehen, dass Grundstücke, die zuvor vom Staat ausgegraben und damit von ihrem

Bodenerbe befreit wurden, leichter zu verkaufen sind. Anträge an das AAFR, Grundstücke prophylaktisch von ihren Überresten zu «befreien», mussten bereits abgelehnt werden, was die Tendenz deutlich zeigt. In einer solchen Perspektive führt die Bewahrung der Bodendenkmäler mehr oder weniger zu einer schrittweisen Reduzierung des kulturellen und historischen Wertes der noch vorhandenen archäologischen Substanz. Im Extremfall ist es denkbar, dass die eminent nicht erneuerbare Ressource des unter der Erde liegenden Erinnerungsguts eines Tages weitgehend erschöpft ist. Die Wissenschaftler wären dann nicht mehr in der Lage, neue Ausgrabungen vorzunehmen, sondern müssten sich auf die Inwertsetzung und kulturelle Vermittlung von alten Beobachtungen beschränken.

Was wird dann aus den umfangreichen fachlichen Kompetenzen und den geduldig aufgebauten Stellen werden, die immer effektivere Massnahmen zur Erhaltung des Kulturerbes ermöglichen? Was wird aus den akademischen und technischen Ausbildungsgängen, die präventive Massnahmen professionalisieren? Und vor allem: Welche Mittel werden der Kantonsarchäologie, die auf ihre kulturellen Aufgaben reduziert wird, noch zur Verfügung stehen, wenn kein Bezug zur Raumplanung und zum Bauwesen besteht? Hinter all diesen Fragen, die vor allem finanzieller und menschlicher Natur sind, verbirgt sich eine viel grundlegendere kulturelle und ethische Herausforderung: Zukünftige Generationen werden nicht mehr in der Lage sein, die durch die archäologischen Relikte überlieferte Geschichte auf der Grundlage ihrer eigenen wissenschaftlichen Beobachtungen zu verifizieren. Die einzigen Informationsquellen, die sie nutzen können, sind Funde, Beobachtungen und Interpretationen, die zu einem früheren Zeitpunkt in einem bestimmten Kontext gemacht wurden. Wir wissen jedoch, dass wissenschaftliche Rekonstruktionen der Vergangenheit manchmal erheblichen Verzerrungen unterliegen, die mit dem Kontext und den Forschungsbedingungen zusammenhängen. So konnte dank konkreter Untersuchungen und Beobachtungen die Theorie, dass die Pfahlbauer ausschliesslich auf dem Wasser gebaut haben, in

Frage gestellt werden. Ebenso wären Menhire ohne moderne Forschung immer noch gallische Befestigungen und die Grabhügel alle aus der Eisenzeit. Dank der Ausgrabungen kann sich die Archäologie auch heute noch als wissenschaftliche Disziplin bezeichnen, da die von ihr aufgestellten historischen Theorien möglicherweise revidierbar oder durch neue, relevantere Beobachtungen widerlegbar sind. Wenn jedoch keine Überreste mehr im Boden zu finden sind, wird dies nicht mehr der Fall sein und die Wissenschaft wird unsere Disziplin verlassen.

Den Umweltwissenschaften ist es gelungen, durch die Aufnahme von Auflagen und Regulierungsmassnahmen in die gesetzlichen Grundlagen ihren Untersuchungsgegenstand zu stärken. Massnahmen zum Schutz der Luft, des Wassers, der Fruchtfolgeflächen, des Bodens, der Wälder, der Biodiversität und andere Ausgleichsmassnahmen sind Belege dafür, dass die Umweltakteure versuchen, den Naturschutz durch Interaktion mit der Planung, dem Bau und der Landwirtschaft zu verbessern. Für das archäologische Erbe kann man dies nicht behaupten: In seinem Bestreben, präventiv und effizient zu arbeiten, bevor die Bulldozer kommen, war das Amt für Archäologie nicht wirklich imstande, sein Studienobjekt zu stärken, indem es seine primäre Ressource – die vergrabenen Kulturgüter – besser schützte.

Angesichts dieser negativen Aussichten wird es am schwierigsten sein, die Akteure unserer Disziplin, aber auch die Entscheidungsträger davon zu überzeugen, dass die Zukunft nicht darin besteht, immer mehr und immer schneller zu graben, sondern eine nachhaltige Politik zu verfolgen, die mit dem archäologischen Erbe sparsam umgeht. Indem wir das historische Gedächtnis der Freiburger Böden schonen, geben wir zukünftigen Generationen die Chance, es vielleicht besser zu machen als wir!

Mit diesem Ziel der Nachhaltigkeit vor Augen möchte ich nicht nur allen Mitarbeitenden des AAFR für ihre hervorragende Arbeit von Herzen danken, sondern auch allen Beteiligten, die dafür sorgten, dass die Massnahmen zur Bewahrung des Kulturerbes in die Raumplanungs-, Bau- oder Restaurierungsprojekte integriert werden konnten.